

# **Sciences sociales du Japon contemporain I :**

## **Politiques dans le Japon contemporain (JAP4A02F)**

Ce compte-rendu a été rédigé par un-e étudiant-e de master en études japonaises (Inalco/Paris Diderot) inscrit-e au séminaire.

**Paul O'Shea, 12 octobre 2017:**

### **The politics of food in Japan : food safety, food security and culinary nationalism**

Paul O'Shea, enseignant à l'Université de Lund, est spécialisé en politique japonaise contemporaine et travaille notamment sur la sécurité alimentaire et le nationalisme culinaire.

La conférence 'est attaché à explorer les politiques alimentaires de cette dernière décennie au Japon.

### **Introduction**

Paul O'Shea nous explique la communication et les politiques mises en place, en se rattachant à 3 enjeux: la sécurité alimentaire des produits en provenance de la Chine, la sécurité alimentaire nationale après Fukushima et enfin la situation actuelle et future de l'agriculture au Japon. Avant de rentrer dans le vif du sujet et de parler de politiques alimentaires, il est donc nécessaire de bien comprendre les enjeux alimentaires d' un pays, et plus particulièrement du Japon.

Comment définir le nationalisme culinaire ? La notion elle-même est difficile à saisir, et est influencée par de nombreux facteurs. En utilisant les mots de Warren BELASCO, spécialiste en études alimentaires, le nationalisme alimentaire est défini par 5 facteurs: la sélectivité, la technique, l'esthétique, les rituels et le système de production et de distribution. D'un point de vue historique, il est important de noter le manque d'unification d'un nationalisme culinaire avant la période de Meiji. Cette période confronte le Japon aux occidentaux, et pousse les Japonais à se poser des questions sur ce qui les unit en tant que nation. Cette confrontation ouvre les Japonais à la cuisine occidentale (britannique et américaine) qui est servie alors comme un met noble. La nourriture chinoise, quant à elle est présente depuis beaucoup plus longtemps que l'occidentale, les rapports entre la Chine et le Japon étant plus ou moins intenses depuis des millénaires, en particuliers dans les années 1920, un mouvement célébrant les colonies japonaises en Chine, promouvant ainsi la cuisine chinoise, il n'y a donc aucune surprise à constater qu'encore aujourd'hui la cuisine chinoise est très consommée au Japon.

Après la guerre le sentiment de nation refait surface, homogénéisant ainsi encore plus le nationalisme culinaire. L'état du pays, complètement délabré laisse place à une famine et à une situation critique dans le pays. Les rationnements se font donc de manière nationale, appelant encore une nationalisation des produits alimentaires, et des recettes élaborées. C'est notamment après la guerre que l'agroalimentaire va fondamentalement se transformer. L'occupation américaine va, en effet, poser une réforme sur les terres afin de démocratiser et décentraliser le Japon, remettant les terres dans les mains de ceux qui la cultivaient.

Cependant, avec notamment la baisse du nombre d'actifs dans le secteur primaire ou les récentes modifications apportées sous le gouvernement d'Abe, le secteur agroalimentaire se retrouve en difficultés depuis quelques années. Certains disent que le ratio de productivité est nul, les coûts s'élevant d'un même montant que les profits. Un autre point négatif allant à l'encontre d'une économie florissante, est la taxe sur l'importation pouvant aller jusqu'à 700% sur les produits laitiers, le blé, riz, le porc et le boeuf. La conséquence est un Japon qui n'est autosuffisant qu'à 40%, obligeant le Japon à se faire importer, d'abord par les Etats Unis, puis plus récemment surtout par la Chine, dont la sécurité alimentaire fait partie des meilleures au monde, juste derrière la Corée du Sud, les compagnies japonaises surveillant de très près les terres fermières de Chine de leurs imports, et la traçabilité y étant très forte également, contrairement aux imports des autres pays.

### **Première partie : les enjeux de la sécurité alimentaire et les scandales alimentaires qui ont touché le Japon**

Il est à noter que les scandales alimentaires sont de deux types: les scandales accidentels (les plus communs) et les scandales intentionnels (on peut plus ou moins parler de « terrorisme alimentaire »). Malgré de nombreux incidents au Japon, l'idée selon laquelle les produits japonais sont de meilleure qualité persiste dans le pays, et en dépit d'expériences similaires, le Japon pointe du doigt très rapidement les autres pays lorsqu'un scandale alimentaire se produit, notamment la Chine. Or, la dépendance vis à vis de la Chine ne fait que croître ces dernières années sur les importations alimentaires, et cette dépendance expose le Japon à d'autres scandales.

La « menace de la Chine » est donc une notion bien présente dans la pensée japonaise, qui résonne également d'un point de vue géopolitique. Récemment en 2007/2008, des gyozas (ou raviolis) empoisonnés se sont retrouvés sur le marché japonais, faisant une dizaine de victimes. L'ampleur est moindre mais les propos de la presse étaient virulents et parlaient de « terrorisme alimentaire chinois », poussant les Japonais à se méfier de tous les produits en provenance de la Chine, boycottant même les restaurants chinois. Le scandale a même été comparé à l'attentat du 11 Septembre aux Etats-Unis ou même à l'attentat de Londres de 2005. Les ventes ont drastiquement chuté, l'opinion publique et les médias étaient affolés, mais le gouvernement gardait son sang-froid, les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, n'avait en effet pas besoin d'un autre scandale pour envenimer leur relation déjà tendue et compliquée. Le Japon semble exagérer cet événement et nous allons le constater davantage avec deux autres scandales.

En 2011, le scandale de l'empoisonnement du foie par le boeuf cru, l'un des plus grands scandales de ce centenaire, fit 5 morts. Le gouvernement décide alors, après avoir remarqué que 50% des viandes testées ne correspondaient pas aux normes, de bannir ces produits, mais la réponse de l'opinion était tout autre, et ils continuèrent de consommer ledit produit. En 2014, un autre scandale domestique cette fois, similaire au scandale chinois sur les gyozas, fit de nombreuses victimes à travers le pays. Comme c'était une affaire domestique, la couverture médiatique fut largement amoindrie. Renforçant ainsi l'analyse d'un Japon qui ne peut penser que le mal réside dans ses terres, et que ce mal n'est présent que dans les pays étrangers. Toutes ces accusations, sont fondées sur des preuves tangibles, mais le Japon est-il vraiment en bonne position pour critiquer aussi fortement la Chine? Ce scandale n'a-t-il pas uniquement servi

d'outil pour construire cette machination contre la Chine, considérée comme une menace plus qu'un allié?

## **Deuxième partie : la sécurité alimentaire à Fukushima**

Ce tandem opinion politique et gouvernement sera à maintes fois en désaccord sur les scandales alimentaires, et il en est de même avec les événements de Fukushima. Après l'accident nucléaire de Fukushima, la première réponse de la population était d'éviter les produits locaux, par peur, mais pas seulement. La communication du gouvernement était désastreuse et les Japonais étaient en fait livrés à eux-mêmes, pour ainsi dire dans le flou sur la sécurité alimentaire.

De plus, le gouvernement ne communiquant pas les acteurs de la faute de l'accident nucléaire, qui était prêt à croire les propos du gouvernement sur la sécurité alimentaire? Dès le début le manque de réactivité fut un grand faux pas. Une semaine après l'accident un boycott des produits était déjà en place, mais le gouvernement déclara alors que la sécurité alimentaire était assurée et qu'il n'y avait aucun danger potentiel, à la surprise de tous. Ajoutons des déclarations contradictoires, et des mesures plus strictes repoussées à deux reprises (ne donnant pas de solutions immédiates), et les Japonais se retrouvaient au pied du mur, sans réelles réponses à leurs craintes, le brouillard s'épaississant de jour en jour. Une campagne de sensibilisation, à travers de nombreuses méthodes pour expliquer la sûreté des aliments (brochure, professionnels, meeting...) fut mise en oeuvre, mais la campagne était plus un lavage de cerveaux, qu'un véritable dialogue, les personnes n'étant pas à l'écoute de la population.

Cette campagne avait un tout autre but, la population ne consommant pas, les chiffres étaient à la baisse, et c'était surtout dans un objectif de reprendre l'économie que cette mesure a été prise. Cette « propagande » n'a pas aidé les japonais qui avaient déjà du mal à faire confiance au gouvernement.

## **Troisième partie : actualité du secteur agrolimentaire**

Toutes ces informations, lorsqu'on les réunit, nous permette de voir que le secteur agroalimentaire est confronté à de nombreuses difficultés. Si l'on retourne à la source, l'une des plus grosses difficultés d'aujourd'hui est l'état du secteur primaire dans le pays. En plus des problèmes partagés par les autres pays industriels (moyenne d'âge élevée, nombre d'actifs qui chute...) la confiance des fermiers et éleveurs se retrouve ébranlée après Fukushima.

Qui plus est, avec les États Unis se retirant du TPP (Trans Pacific Partnership), les fermiers du Japon pourrait se retrouver renforcés. Le but premier du TPP était avant tout géopolitique, mais des conséquences dans l'agriculture sont à prévoir. Les industries fermières n'étant pas du même calibre que leurs homologues américains, les bénéfices du marché à l'intérieur des membres du TPP, vont peut-être aider les Japonais à relancer leur économie alimentaire.

Avec une population vieillissante et une jeunesse qui s'enfuit des campagnes, le futur des terres agricoles reste incertain. Les étrangers qui viennent travailler pour pallier le manque d'effectifs sont souvent très mal traités, dans les grandes entreprises fermières. La réforme de 1946 donnait les terres aux fermiers, mais récemment la montée de ces entreprises fermières, nous fait remonter en arrière dans le temps dans un système de fermiers sans terres, les employés n'étant plus des locaux mais des étrangers.

## **Bibliographie :**

Glenn D. HOOK , Ra MASON and Paul O'SHEA , *Regional risk and security in Japan, whither the everyday* , Routledge, 2015, 256p

Andreas NIEHAUS, Tine WALRAVENS , *Feeding Japan: The Cultural and Political Issues of Dependency and Risk* , Palgrave Macmillan, 2017, 554p